

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
244 Avenue de l'Infanterie de Marine BP 50520
83070 Toulon

Toulon, le 16/02/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/02/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES

CS 70 037 - ZI Consacs 458 Bd Bernard Long
83175 Brignoles cedex

Références : D-UD83-2024-0089
Code AIOT : 0006400245

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/02/2024 dans l'établissement carrière SOMECA la Catalane CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas. L'inspection a été annoncée le 06/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale coup de poing 2024 de l'Inspection des Installations classées. L'objet de cette inspection est de contrôler le respect des prescriptions liées à la consommation d'eau et de rappeler aux industriels les exigences applicables en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MERIDIONALE DE CARRIERES
- Carrière La Catalane CD 54- communes de La Motte et Callas 83830 Callas
- Code AIOT : 0006400245 ;
- Régime : Autorisation ;
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SOMECA exploite actuellement une carrière de roche massive et des installations de traitement des matériaux au lieu-dit « La Catalane » sur les communes de Callas et La Motte. La carrière est classée à autorisation au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement et son activité est réglementée par l'arrêté préfectoral du 14/03/2012 modifié par les APC du 11/09/2014, du 27/04/2018 et du 14/11/2023.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Origine de l'eau et prélèvement	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11-3	Sans objet
2	Présence de compteurs	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11-3	Sans objet
3	Suivi des consommations d'eau / relevé / registre	Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11-3	Sans objet
4	Déclarations GEREP : prélèvements et volumes d'eau rejetés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I	Sans objet
5	Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière de La Catalane est exploitée dans un souci d'utilisation rationnelle de l'eau, principalement consommée pour laver les matériaux. Les mesures d'économie et d'optimisation de la consommation d'eau reposent sur le recyclage, la collecte d'eau pluviales, et le stockage en période hivernale.

L'inspection a fourni l'occasion de rappeler à l'exploitant que la zone sécheresse à surveiller par ce dernier n'est pas la zone d'implantation du site mais la zone de prélèvement de ses eaux consommées (Lac de St Cassien).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Origine de l'eau et prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11-3
Thème(s) : Risques chroniques, Origine de l'eau et prélèvement
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisant l'économie. En cas de raccordement au réseau public de distribution d'eaux potable, un dispositif anti-retour est mis en place. Aucun forage ne sera réalisé sur le périmètre autorisé.
Constats : La carrière La Catalane utilise exclusivement l'adduction d'eau du Canal de Provence-branche de St Cassien- complétée par la récupération d'eau pluviale pour assurer le lavage des granulats et l'abattage des poussières. Les usages sanitaires sont assurés par la même ressource en eau et représentent un volume marginal. Aucun prélèvement d'eau par forage n'est réalisé sur site
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Présence de compteurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11-3
Thème(s) : Risques chroniques, Présence de compteurs en vue de maîtriser la consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisant l'économie.
Constats : Un compteur mesurant la quantité d'eau fournie par la SCP est placé sur la conduite de remplissage du bassin de réserve
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suivi des consommations d'eau / relevé / registre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/03/2012, article 11-3
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des consommations d'eau
Prescription contrôlée : L'utilisation d'eaux pour les usages industriels et spécialement celles dont la qualité permet des emplois domestiques doit être limitée par des systèmes qui en favorisant l'économie. (...)
Constats : Le compteur totalisateur de prélèvement sur le réseau SCP est relevé mensuellement en situation normale et hebdomadairement en période d'alerte ou de crise.

Observation : Les besoins en eau sont couverts par le volume du bassin de réserve dit 'œil de la Catalane' pendant la période du 15 mai au 15 septembre. Aucun prélèvement d'eau n'est réalisé en période sèche
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Déclarations GEREPE : prélèvements et volumes d'eau rejetés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4-I
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration des volumes prélevés
Prescription contrôlée : Pour : - établissements ICPE à A ou E, à l'exclusion des élevages, sauf les installations relevant de la rubrique 3660 Prélèvements : L'exploitant [...] déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, [...] Les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an.
Constats : Une déclaration finalisée est réalisée dans GEREPE au titre de l'année 2022 qui fait apparaître un prélèvement annuel total de 142579 m ³ prélevés
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2-IV
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration en période de sécheresse (niveau d'alerte renforcée, crise)
Prescription contrôlée : Pour : ICPE à A ou à E dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours. Cette transmission est faite en utilisant le lien suivant : https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.
Constats : La carrière SOMECA -La Catalane est situé dans un secteur placé en alerte sécheresse en saison estivale. Toutefois, en application de l'article 3.1 de l'AM sécheresse du 30/06/2023 cette installation est exemptée de l'obligation déclarative car elle recycle plus de 80% des eaux de lavage des matériaux
Type de suites proposées : Sans suite